

Cuba rejette les prétextes avancés par les autorités putschistes de Bolivie pour rompre les relations diplomatiques



Le ministère des Affaires étrangères de l'État plurinational de Bolivie a rendu publique la décision du gouvernement putschiste de rompre les relations diplomatiques avec la République de Cuba, alléguant que le gouvernement cubain avait entravé de manière systématique les relations bilatérales et s'était montré hostile aux autorités boliviennes.

Le ministère cubain des Relations extérieures rejette catégoriquement les accusations infondées du gouvernement de facto bolivien.

Depuis sa prise de pouvoir violente, le 12 novembre 2019, des membres du gouvernement de facto de ce pays ont mis en œuvre des actions systématiques visant à détériorer et à entraver les relations bilatérales avec Cuba.

Les autorités en place ont orchestré une campagne féroce de mensonges et de calomnies contre Cuba, notamment contre la coopération médicale, incitant publiquement à la violence contre notre personnel de santé et y compris en effectuant des perquisitions et des fouilles brutales, illégales et injustifiées, et en portant de fausses accusations et des arrestations de coopérants cubains.

Dès le 14 novembre 2019, les autorités boliviennes ont demandé à Cuba de retirer son ambassadeur, qui est rentré définitivement et dignement à La Havane le 7 décembre, après avoir garanti et exécuté de façon impeccable le retour en toute sécurité du dernier des coopérants, avec des risques sérieux pour le personnel diplomatique qui organisait et accompagnait les déplacements des coopérants dans des zones dangereuses. Du 15 au 20 novembre, de manière unilatérale, le ministère des Affaires étrangères en place a retiré tout le personnel bolivien accrédité à Cuba.

Ce même 14 novembre, la soi-disant ministre des Communications a émis des déclarations calomnieuses contre le personnel diplomatique cubain et ses proches, notamment des offenses envers l'ambassadeur, ainsi que l'accusation saugrenue que son épouse avait organisé des manifestations et la résistance au coup d'État, alors que celle-ci ne s'est jamais rendue dans ce pays...

Dans le cadre de cette campagne, le 15 novembre 2019, les autorités policières ont, sans mandat, perquisitionné la Clinique du coopérant, propriété de la République de Cuba à La Paz, et ont emporté des équipements, du matériel et d'autres biens de cet établissement. À ce jour, le personnel de l'ambassade cubaine s'est vu interdire l'entrée dans cette propriété de l'État cubain.

Le 18 novembre, dans une dénonciation ridicule visant à alimenter l'hystérie, des citoyens cubains inexistants ont été accusé d'avoir participé à un soi-disant projet d'attentat contre des autorités putschistes dans le département de Beni.

Le 8 janvier 2020, le ministre désigné de la Santé a accusé nos coopérants de ne pas être des professionnels et de réaliser un travail d'endoctrinement. Il était accompagné à cette conférence de presse par Gonzalo Medinacelli, colonel de la police bolivienne, au service de l'ambassade des États-Unis à La Paz et principal instigateur et protagoniste des incidents contre nos coopérants.

Le 22 janvier dernier, le Message présidentiel à la nation de l'État plurinational de Bolivie, faisait référence de manière offensante aux « faux médecins cubains », ignorant le travail altruiste et professionnel de notre personnel de santé. De manière calomnieuse, il était affirmé dans ce message que 80 % des fonds de la Brigade médicale cubaine en Bolivie étaient transférés à notre pays « afin de financer le castro-communisme qui maintient le peuple cubain dans la soumission et l'esclavage ».

Comme le ministère cubain des Relations extérieures l'a dénoncé opportunément le 5 décembre 2019, ce soi-disant ministre de la Santé « exagère sans vergogne le montant des indemnités reçues par les spécialistes cubains, en fait inférieurs à celles des généralistes boliviens, et cache le fait que Cuba n'a pas reçu un centime de bénéfice de sa coopération ». L'argent perçu par la brigade médicale cubaine en Bolivie n'a jamais été transféré à Cuba et servait à couvrir les dépenses des coopérants dans ce pays. Le budget de la brigade médicale cubaine était adopté dans le respect des procédures boliviennes pour leur assignation, y compris les formalités parlementaires, et étaient dument contrôlés par le ministère bolivien de la Santé et par d'autres autorités.

Nous n'avons pas l'habitude de divulguer ce que nous coûte la coopération médicale avec d'autres pays, car notre peuple, malgré le blocus et les difficultés économiques, l'assume avec générosité et altruisme, comme un devoir à remplir modestement.

Mais les injures proférées nous obligent à révéler que la coopération médicale cubaine avec la Bolivie a démarré en 1985 par le don de trois salles de soins intensifs pour des hôpitaux pédiatriques. De 2006 à 2012, Cuba a pris en charge tous les frais de cette coopération avec la Bolivie, s'élevant à plus de deux cent millions de dollars par an, ce qui inclut l'équipement médical, les médicaments, les entrants et le

matériel jetable, le maintien de la brigade cubaine, le transport aérien des coopérants et les frais en équipements médicaux. Plus tard, compte tenu de la situation favorable de son économie, la Bolivie a pris en charge les frais de prestation des services médicaux, mais sans n'avoir jamais viré un dollar à Cuba, qui n'a jamais perçu le moindre revenu. Parallèlement, 5 184 étudiants boliviens ont fait des études de médecine à Cuba, complètement au frais de la partie cubaine.

Aucune des autorités de facto n'a reconnu que, grâce à son dévouement et sa conduite professionnelle et strictement humanitaire, le personnel de santé cubain, dont 54% était des femmes, a pratiqué 77 330 447 consultations, 1 529 301 interventions chirurgicales, 60 640 accouchements, 22 221 vaccinations et 508 403 opérations ophtalmologiques, des services dont le peuple bolivien a été privé depuis le départ de nos coopérants de santé.

Le 22 janvier 2020, le ministre désigné des Hydrocarbures a déclaré que la Bolivie avait rompu un contrat commercial de vente d'urée à une entreprise cubaine, sous prétexte qu'il s'agissait d'un soi-disant « cadeau » à Cuba, « parce que son prix était beaucoup trop bas par rapport au marché international ». Les putschistes mentent à nouveau pour justifier leurs décisions : le prix accordé avec l'entreprise cubaine correspondait aux références internationales qui, dans la pratique, servent de base à la vente de ce produit.

Le gouvernement bolivien affirme dans son communiqué officiel que le gouvernement cubain entrave la prétendue relation bilatérale de respect mutuel, basée sur des principes de non-ingérence dans les affaires intérieures. Cependant, le 20 janvier, une citoyenne cubaine aux agissements bien connus contre son pays, au service et à la solde de puissances étrangères, a été reçue au Palais présidentiel de la Bolivie pour s'entretenir au sujet de « la situation du peuple cubain », ce qui constitue un acte d'ingérence dans les affaires intérieures de la République de Cuba et de complicité avec les campagnes hostiles orchestrées contre elle.

Rien de ce qui précède n'est étranger aux pressions exercées par le gouvernement des États-Unis pour imposer la Doctrine Monroe dans Notre Amérique, ni au durcissement du blocus ni à l'hostilité contre Cuba. Nul n'ignore les pressions que le gouvernement Trump exerce sur d'autres pays pour les contraindre à adopter ses politiques néolibérales, unilatéralistes, coercitives qui violent le Droit international.

Dès le début du putsch, des fonctionnaires du gouvernement étasunien ont exercé des pressions sur la Bolivie pour imposer la dégradation des relations avec Cuba, poursuivre les médecins cubains, harceler les diplomates et démanteler la coopération médicale favorable au peuple bolivien. Comme nous l'avons dénoncé opportunément, des fonctionnaires « diplomatiques » des États-Unis ont participé directement à certaines de ces opérations répressives et violentes contre le personnel de santé cubain.

Ce n'est pas un hasard si les événements dont il est question ici coïncident avec une campagne brutale étasunienne, politiquement motivée, contre la coopération médicale internationale que Cuba offre dans des dizaines de pays et qui représente un symbole mondial de solidarité.

Après les premiers jours, lorsque les autorités putschiste ont fait des déclarations de reconnaissance en faveur des coopérants cubains et appelé à stopper les actions contre eux, des fonctionnaires étasuniens ont augmenté leurs pressions. Ensuite, le 19 novembre, le Secrétaire d'État Michael Pompeo allait déclarer : « L'expulsion de centaines de fonctionnaires cubains a été une décision correcte. Bravo, la Bolivie ! »

Le 15 janvier, les autorités putschistes de La Paz ont accueilli en grande pompe Mauricio Claver-Carone, conseiller de la Maison-Blanche pour la Sécurité nationale, qui fait fonction de contremaître dans l'agression et le blocus contre Cuba, une cause à laquelle il s'est consacré depuis très jeune.

Le 21 janvier, elles ont reçu de la même façon le Secrétaire d'État adjoint, David Hale, ce qui coïncidait avec la tournée malvenue de Pompeo dans notre région. Le jour de cette annonce qui satisfait Washington, la ministre de facto des Affaires étrangères se trouvait justement dans les bureaux du Département d'État.

Les autorités putschistes boliviennes ne devraient pas faire retomber sur Cuba la responsabilité de leur décision de suspendre les relations diplomatiques entre les deux pays. L'hostilité et les offenses n'émanent ni de notre gouvernement ni de notre peuple. Cuba a fait preuve de patience et de prudence, au nom de la défense et de la protection de ses ressortissants, et a évité l'affrontement en dépit des agissements répréhensibles des putschistes.

Le ministère cubain des Relations extérieures réitère son respect envers les principes et les normes du Droit international qui régissent les relations entre les États et le strict respect de son obligation de ne pas intervenir, directement ou indirectement, dans les affaires intérieures d'autres États.

La Havane, le 25 janvier 2020.

QUELQUES JALONS DE LA COOPÉRATION MÉDICALE CUBAINE

1960

Cuba fournit de l'aide au Chili à la suite d'un puissant tremblement de terre qui causa d'importantes des pertes matérielles et humaines dans ce pays frère.

1963

La Coopération médicale cubaine voit le jour avec l'envoi d'un groupe de médecins en République algérienne démocratique et populaire ; puis cette aide est étendue à d'autres pays d'Afrique, d'Amérique, du Moyen-Orient et d'Asie. En général, plus de 400 000 travailleurs cubains de la santé ont effectué des missions dans 164 pays, apportant le meilleur savoir, les meilleures pratiques et les meilleures performances en matière de compétences intégrales, techniques, professionnelles, éthiques et générales dans les endroits les plus dissemblables des cinq continents. Grâce à ces 56 années de solidarité dans le domaine de la santé, 1,9 milliard de consultations ont été réalisées, 13 777 000 opérations chirurgicales ont été effectuées et 36 962 professionnels de 149 pays se sont diplômés de nos universités.

1990

Arrivée à Cuba du premier groupe d'enfants irradiés lors de l'accident nucléaire de Tchernobyl, en Ukraine. Ce programme a duré 21 ans. Au total, plus de 26 000 personnes victimes de cette catastrophe ont été pris en charge dans l'île, principalement des enfants de Russie, de Biélorussie et d'Ukraine.

1998

Création, par le commandant en chef Fidel Castro Ruz, du programme de santé intégrale, avec l'envoi gratuit de brigades médicales pour garantir une prise en charge de premier ordre aux personnes démunies après le passage des ouragans George et Mitch en Amérique centrale.

1999

Inauguration, le 15 novembre, de l'École latino-américaine de médecine (ELAM). Depuis sa création, 29 639 jeunes de 115 nations se sont diplômés dans cette institution.

2003

Début du programme Barrio Adentro, en République bolivarienne du Venezuela, auquel participent plus de 147 000 coopérants cubains.

2004

Début de l'Opération Miracle, qui a permis d'améliorer ou de recouvrer la vue à plus de trois millions de patients dans 35 pays d'Amérique latine, des Caraïbes et d'Afrique

2005

À la suite du passage de l'ouragan Katrina, Fidel est à l'initiative de la création d'un Contingent international « Henry Reeve », spécialisé dans les situations de catastrophes et de graves épidémies, qui s'est acquitté de missions risquées d'aide de sanitaire et humanitaire avec 28 brigades dans 21 pays.

2007

L'Étude génétique et psychosociale, qui avait débuté à Cuba en 2001, est appliquée au Venezuela. En général, jusqu'en 2010, date où le programme s'est achevé avec succès, plus 1,2 million de personnes handicapées ont été évaluées dans six pays de la région membres de l'Alliance bolivarienne pour les peuples de Notre Amérique (ALBA).

2013

Cuba participe au Programme « Davantage de médecins pour le Brésil ». Depuis août 2013 jusqu'à novembre 2018, date à laquelle le retrait de nos coopérants a été décidé face aux menaces du gouvernement de Jair Bolsonaro, 113 359 000 patients ont été pris en charge dans plus de 3 600 municipalités et le programme a assuré une couverture permanente à 60 millions de Brésiliens. Plus de 19 000 coopérants cubains ont pris part au à ce programme qui a été considéré comme un exemple de coopération Sud-Sud, et qui a desservi des municipalités à forte vulnérabilité socio-économique et difficiles d'accès, dont plus d'une trentaine de districts indigènes de l'Amazonie qui n'avaient jamais vu de médecin.

2014

Envoi d'une brigade de 256 professionnels de la santé du Contingent « Henry Reeve » pour combattre l'épidémie d'Ébola en Sierra Leone, en Guinée et au Liberia. Plus de 17 000 travailleurs cubains de la santé se sont déclarés prêts à partir pour l'Afrique de l'Ouest pour remplir cette mission solidaire en bravant la mort. La réponse de Cuba a également été de maintenir ses 32 brigades médicales également présentes en Afrique à ce moment-là, avec 4 048 coopérants, dont 2 269 médecins. En décembre 2016, l'Organisation mondiale de la santé a décerné au Contingent « Henry Reeve » le Prix Dr LeeJong-wook, pour sa précieuse contribution au monde.

<https://www.radiohc.cu/fr/especiales/exclusivas/213085-cuba-rejette-les-pretextes-avancees-par-les-autorites-putschistes-de-bolivie-pour-rompre-les-relations-diplomatiques>



Radio Habana Cuba